



CRISE DE L'EURO

La convergence cheap

Raymond Klein

Les lacunes de la construction européenne sont plus apparentes que jamais. On annonce un renforcement de l'union politique, mais les logiques nationales continuent à primer.

« Dans dix ans, nous aurons [en Europe] une structure ressemblant beaucoup plus à ce qu'on appelle une 'union politique' », c'est ce qu'a affirmé Wolfgang Schäuble dans une interview avec le « Bild am Sonntag » au sujet de la gestion de la crise actuelle de la zone euro. Le ministre des finances allemand, dont les proclamations paneuropéennes avaient jusqu'ici concerné surtout la construction d'un Etat policier supranational, a ainsi relancé le débat sur le renforcement de l'Union comme leçon à tirer de la crise actuelle. Sa sortie a été relayée une semaine plus tard par les chefs d'Etat français et allemande, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, annonçant des propositions communes pour harmoniser les politiques économiques au sein de la zone euro et favoriser une convergence dans les domaines social et fiscal.

La gauche aurait tort de se baser sur l'origine de cette initiative pour la boycotter. S'il est exact qu'une Europe plus centralisée n'adoptera pas automatiquement des politiques plus progressistes, il est indéniable que nombre d'obstacles à des politiques de gauche sont liés aux lacunes de la construction européenne. Ainsi, mener une politique de relance conséquente en l'absence de coordination européenne profite économiquement aux pays qui ne jouent pas le jeu et profitent du pouvoir d'achat des voisins pour augmenter leurs exportations. Le niveau de vie inférieur en Europe de l'Est, combiné avec l'insuffisance des aides communautaires, incite fortement au dumping social. Quant au dumping fiscal, il restera le sport préféré des pays de petite taille tant que la règle d'unanimité dans ce domaine ne sera pas levée.

Il serait cependant bien naïf d'espérer que cette crise, gérée par une élite conservatrice, aboutira comme par magie à une Europe plus solidaire et plus juste. Il n'y a qu'à considérer les propositions concrètes en matière de « gouvernance économique »

avancées par la Commission européenne pour déchanter. Elle fait du renforcement du fameux pacte de stabilité monétaire une priorité absolue, en y introduisant notamment des sanctions automatiques. Cela, et les nouvelles possibilités de Bruxelles de peser sur l'orientation des budgets nationaux, risque d'enserrer les politiques financières dans un corset de fer.

Depuis la fin de phase aiguë de la crise financière mondiale, la coordination au niveau européen a abouti à des politiques de rigueur budgétaire plutôt qu'à une stratégie de relance économique. Or, cette obsession de « réduire la dette publique », conduit actuellement à une croissance particulièrement faible dans les pays européens - qui risquent, faute de recettes fiscales, d'avoir encore plus de difficultés pour rembourser leurs dettes. De surcroît, l'axe Berlin-Paris vient de faire cause commune avec Londres sur un sujet hautement symbolique : Les trois puissances ont plaidé pour une baisse du budget européen sur la période allant de 2013 à 2020.

Quant à la crise de l'euro à proprement parler, Jean-Claude Juncker a bien raison de réclamer « une réponse systémique à une crise systémique ». Mais Merkel et Sarkozy ont refusé aussi bien l'idée d'augmenter la dotation du fonds de secours, favorisée par Dominique Strauss-Kahn du FMI, que celle d'euro-bonds, avancée par le premier ministre luxembourgeois. Pour aller plus loin dans la mutualisation des risques financiers, ils posent le préalable d'une politique économique commune, et notamment d'une harmonisation des fiscalités.

Au-delà du conflit d'intérêt entre pays de départ et de destination des évactions fiscales, cela remet en question un des grands tours de passe-passe de la construction européenne : avancer dans le domaine économique afin d'obliger les structures politiques de suivre. Hélas, cela a conduit à une dérive néo-libérale pour laquelle l'Union a payé un lourd tribut politique lors du débat sur la Constitution européenne. Désormais, le procédé de mettre la charrue devant les boeufs risque aussi de coûter cher en termes économiques.

NEWS

Klimaschutz: Partner, oder? **S. 3**

Aviation: Y a-t-il un pilote en forme? **p.4**

Politique culturelle: Nouvelles planches **p. 5**

Freiwilligendienst: Im Wandel **S. 5**

Jeunesse: Pacte prédéfini **p. 6**

Affaire sotel: Sous haute tension judiciaire **p. 7**

REGARDS

Alex Bodry: „Eigenständigkeit betonen“ **S. 8**

Dossier Jugend

Enquête: Niveaulimbo 2010 **S. 12**

Interview: „Vernetztes Denken fördern“ **S. 15**

Zensus 2011: Was die Statistik (noch) nicht weiß **S. 16**

Don Bosco: Luxemburgs offene Wunde **S. 18**

Politique culturelle: Sésame s'ouvre pas à pas **p. 20**

Belval: La forêt, les hauts-fourneaux, les friches **p. 22**

Migration: Geteilte Vergangenheit **p. 24**

Constitution: De la fiction à la réalité, un passage difficile **p. 24**

Politisches Buch: Soldaten des Pinguins **S. 26**

Kulturdirekt **S. 28.**

Literatur: Schweizer Integrationsmärchen **S. 30**

Marokko: Feminismus mit vielen Facetten **S. 32**

Italien: Lebenslänglich für Italien **S. 36**